

## Burundi : un soldat tué par ses compagnons d'arme dans des circonstances floues

RFI, 29-07-2017 Il y a 10 jours, un soldat de l'armée burundaise était enlevé dans des marais infestés de rebelles au nord de Bujumbura, puis retrouvé le lendemain par l'armée dépourvue de ses armes et de son uniforme. Ce soldat issu des ex-FAB, l'ancienne armée dominée par les Tutsis est alors accusé d'avoir pactisé avec les rebelles. Il est ligoté sur les ordres de ses chefs, torturé pendant des heures avant d'être tué dans des circonstances très troubles.

Sa famille a finalement eu l'autorisation de l'enterrer vendredi 28 juillet, 10 jours après son exécution, selon des témoins. Les défenseurs des droits de l'homme dénoncent eux un nouveau cas d'exécution extrajudiciaire qui touche une armée burundaise divisée par la crise que traverse ce pays depuis plus de deux ans. La famille avait appris la mort du caporal-chef Etienne Nzosaba par un coup de fil, une voix qui leur disait d'aller chercher son corps dans l'une des morgues de Bujumbura. Mais les choses se compliquent une fois sur place. L'armée va leur refuser pendant 10 jours le droit d'enterrer leur mort, sans aucune explication. Aucune explication non plus ne leur est fournie sur les circonstances de sa mort. Et il y a deux jours, un autre coup de fil leur dit qu'ils pouvaient maintenant l'enterrer, là aussi sans aucune explication. Mais entretemps, des collègues qui se disent révoltés par sa mort commencent à parler. Le jeune soldat aurait été exécuté à bout portant, deux balles, dont l'une en plein cœur, alors qu'il était couché par terre. Aucun officier n'a voulu s'exprimer jusqu'ici, mais un haut gradé assure que le soldat aurait été tué lors d'une tentative d'évasion, selon les explications fournies par son commandant de camp. Il reconnaît qu'aucune enquête n'a été ouverte pour le moment, malgré les demandes répétées de la famille. « Le chef de la Force terrestre a demandé un rapport écrit de cet incident », dit-il. Pacifique Nininahazwe, l'une des figures de la société civile burundaise en exil, rappelle qu'il y a au moins quatre cas de soldats ex-FAB exécutés dans les mêmes circonstances, dont un décapité dans la province Muyinga, en janvier de cette année, en toute impunité. D'autres croupissent en prison sans aucun jugement, alors que des centaines ont choisi le chemin de l'exil pour échapper à une purge qui les visait. Ce que le pouvoir et l'armée burundaise ont toujours nié.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});